



### **NON À LA VIOLENCE POLITIQUE ET RACISTE de l'extrême droite dans l'Ain**

Le premier tour des législatives 2024 a vu déferler sur l'Ain une énorme vague brune. En fonction des circonscriptions, l'extrême droite a obtenu entre 32 et 46% des voix exprimées sur l'ensemble du département.

Or, depuis 15 jours, la montée des idées et des partis d'extrême droite s'accompagne, dans l'Ain comme ailleurs, d'une recrudescence de dégradations politiques et d'actes de violence, d'une part, et d'abus de pouvoir de certains représentant.es des forces de l'ordre, d'autre part.

Nous avons recensé les dégradations et actes de violence suivants, visiblement liés aux élections législatives 2024 :

- **Croix celtique taguée** sur une affiche d'une association d'éducation populaire.
- **Tracts et affiches CGT** appelant à voter pour le programme du Nouveau Front Populaire **arrachés de panneaux syndicaux**, ou ostentatoirement déchirés.
- De **multiples agressions** verbales dont deux également physiques contre des militant.es du Nouveau Front Populaire en campagne pour les élections législatives 2024. L'une de ces agressions verbale et physique a été assortie de menaces de mort (« les franquistes avaient raison : tous une balle dans la tête »).
- A Cessy, une **violente agression verbale et physique raciste** a eu lieu mercredi 26 juin au soir, assortie de menaces en lien avec les élections (« Bougnoule, t'es pas chez toi »). La victime est actuellement hospitalisée et deux personnes ont été condamnées.
- **Tracts racistes** disposés sur les voitures stationnées sur le Champ de foire à Bourg-en-Bresse (« Les putes voilées n'iront pas au paradis »)

Par ailleurs, sur diverses localités, des agent.es de la police municipale ont procédé à des vérifications d'identité injustifiées auprès de plusieurs militant.es du Nouveau Front Populaire, ce qui constitue autant de gestes d'intimidation intolérables dans le cadre d'une campagne électorale.

**L'explosion de délits racistes, antidémocratiques, antisyndicaux n'est pas un hasard : la violence est constitutive de l'extrême droite. Nous dénonçons ces agissements, qu'ils s'expriment derrière un costume trois-pièces à l'assemblée nationale ou sous la forme d'actes d'individus isolés dans nos campagnes.**

# **NON à la violence politique et raciste de l'extrême droite dans l'Ain**

mercredi 3 juillet 2024, par [CGT educ'action](#)

**Le premier tour des législatives 2024 a vu déferler sur l'Ain une énorme vague brune. En fonction des circonscriptions, l'extrême droite a obtenu entre 32 et 46% des voix exprimées sur l'ensemble du département.**

Or, depuis 15 jours, la montée des idées et des partis d'extrême droite s'accompagne, dans l'Ain comme ailleurs, d'une recrudescence de dégradations politiques et d'actes de violence, d'une part, et d'abus de pouvoir de certains représentant.es des forces de l'ordre, d'autre part.

Nous avons recensé les dégradations et actes de violence suivants, visiblement liés aux élections législatives 2024 :

- **Croix celtique taguée** sur une affiche d'une association d'éducation populaire.
- **Tracts et affiches CGT** appelant à voter pour le programme du Nouveau Front Populaire **arrachés de panneaux syndicaux**, ou ostentatoirement déchirés.
- De **multiples agressions** verbales dont deux également physiques contre des militant.es du Nouveau Front Populaire en campagne pour les élections législatives 2024. L'une de ces agressions verbale et physique a été assortie de menaces de mort (« les franquistes avaient raison : tous une balle dans la tête »).
- A Cessy, une **violente agression verbale et physique raciste** a eu lieu mercredi 26 juin au soir, assortie de menaces en lien avec les élections (« Bougnoule, t'es pas chez toi »). La victime est actuellement hospitalisée et deux personnes ont été condamnées.
- **Tracts racistes** disposés sur les voitures stationnées sur le Champ de foire à Bourg-en-Bresse (« Les putes voilées n'iront pas au paradis »)

Par ailleurs, sur diverses localités, des agent.es de la police municipale ont procédé à des vérifications d'identité injustifiées auprès de plusieurs militant.es du Nouveau Front Populaire, ce qui constitue autant de gestes d'intimidation intolérables dans le cadre d'une campagne électorale.

**L'explosion de délits racistes, antidémocratiques, antisyndicaux n'est pas un hasard : la violence est constitutive de l'extrême droite. Nous dénonçons ces agissements, qu'ils s'expriment derrière un costume trois-pièces à l'assemblée nationale ou sous la forme d'actes d'individus isolés dans nos campagnes.**

Cette violence politique est un avant-goût de ce qui peut se produire dans l'ensemble du département et du pays si l'extrême droite remporte une majorité à l'Assemblée Nationale, donnant ainsi un sentiment d'impunité aux petits délinquants racistes, homophobes, antisyndicaux ou nostalgiques des pires heures de notre histoire.

**Nous exprimons également notre préoccupation la plus vive à l'égard du comportement de forces de l'ordre qui, au mieux, semblent méconnaître le droit, au pire, le bafouent allègrement pour se comporter comme le service d'ordre privé de maires manifestement sans égards pour les procédures démocratiques.**

Nous, organisations syndicales membres de VISA (Vigilance Initiatives Syndicales Antifascistes), CGT Educ'action 01, FSU 01, Sud Education 01, apportons toute notre solidarité aux personnes agressées ces quinze derniers jours. Nous serons particulièrement vigilant.es aux suites judiciaires données à ces délits, si leurs victimes décident de s'engager dans un dépôt de plainte. Nous leur apporterons notre soutien.

## **Nous appelons l'ensemble de la population :**

- **à rejoindre l'une des organisations syndicales signataires** pour s'organiser contre la vague brune qui en train de déferler sur le département et le pays, semant le désordre, la haine, la dégradation et la délinquance un peu partout.
- **à faire battre l'extrême droite** dimanche 7 juillet.
- **à participer aux rassemblements et manifestations contre l'extrême droite et le racisme** du jeudi et du vendredi à venir :

**JEUDI 4 JUILLET : Gex 18h00 devant la sous-préfecture**

**VENDREDI 5 JUILLET : Ambérieu-en-Bugey 17h30 rue Alexandre Bérard, à hauteur du Bar'occ**

*Pour lire, télécharger, afficher, distribuer le tract complet, cliquez sur la vignette ci-dessous :*



## NON À LA VIOLENCE POLITIQUE ET RACISTE *de l'extrême droite dans l'Ain*

Le premier tour des législatives 2024 a vu déferler sur l'Ain une énorme vague brune. En fonction des circonscriptions, l'extrême droite a obtenu entre 32 et 46% des voix exprimées sur l'ensemble du département.

**Or, depuis 15 jours, la montée des idées et des partis d'extrême droite s'accompagne, dans l'Ain comme ailleurs, d'une recrudescence de dégradations politiques et d'actes de violence, d'une part, et d'abus de pouvoir de certains représentant.es des forces de l'ordre, d'autre part.**

Nous avons recensé les dégradations et actes de violence suivants, visiblement liés aux élections législatives 2024 :

- **Croix celtique taguée** sur une affiche d'une association d'éducation populaire.
- **Tracts et affiches CGT** appelant à voter pour le programme du Nouveau Front Populaire **arrachés de panneaux syndicaux**, ou ostentatoirement déchirés.
- De **multiples agressions** verbales dont deux également physiques contre des militant.es du Nouveau Front Populaire en campagne pour les élections législatives 2024. L'une de ces agressions verbale et physique a été assortie de menaces de mort (« les franquistes avaient raison : tous une balle dans la tête »).
- A Cessy, une **violente agression verbale et physique raciste** a eu lieu mercredi 26 juin au soir, assortie de menaces en lien avec les élections (« Bougnoule, t'es pas chez toi »). La victime est actuellement hospitalisée et deux personnes ont été condamnées.
- **Tracts racistes** déposés sur les voitures stationnées sur le Champ de foire à Bourg-en-Bresse (« Les putes voilées n'iront pas au paradis »)

Par ailleurs, sur diverses localités, des agent.es de la police municipale ont procédé à des vérifications d'identité injustifiées auprès de plusieurs militant.es du Nouveau Front Populaire, ce qui constitue autant de gestes d'intimidation intolérables dans le cadre d'une campagne électorale.